

Burkina Faso

Commission : Sommet UE et Afrique de l'Ouest

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Le Burkina Faso est aujourd'hui gouverné par le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR), sous la direction du Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim Traoré. Ce gouvernement, issu d'une révolution populaire, est né du rejet profond et légitime d'une gouvernance corrompue, infeodée aux intérêts étrangers et incapable d'assurer la sécurité du peuple burkinabè. Comme le rappelle le Président Traoré : « un peuple qui n'est pas prêt à se sacrifier pour sa liberté n'est pas digne de la porter. ». Notre commission se penche sur la relance de la coopération entre l'UE et les organisations régionales ouest-africaines : le Burkina Faso y participe non pas pour restaurer les relations d'inféodation du passé, mais pour y porter la voix d'une Afrique libre, souveraine et libérée du néo-colonialisme.

II. Situation et histoire

Le Burkina Faso est en guerre. Une guerre menée contre des groupes terroristes armés djihadistes qui ont prospéré dans le vide sécuritaire laissé après l'intervention militaire occidentale en Libye en 2011 et dans le chaos qui a suivi la déstabilisation du Mali orchestrée sous supervision extérieure. Le Burkina Faso exige des excuses officielles et des réparations de la part des puissances occidentales responsables, en particulier la France, et condamne la tentative de coup d'État fomentée depuis la Côte d'Ivoire dont les commanditaires français sont documentés et connus. La présence militaire française n'a jamais été une aide gratuite : les accords de coopération signés au moment des indépendances, militaires, monétaires, commerciaux, ont été conçus pour perpétuer sous forme juridique la domination coloniale, maintenant le franc CFA sous contrôle de la Banque de France et garantissant aux entreprises françaises un accès privilégié aux ressources burkinabè. Le Burkina Faso n'a connu une indépendance réelle qu'à partir du moment où le Président Traoré a mis fin à ces pratiques néo-coloniales et chassé les forces étrangères. C'est seulement depuis lors que notre pays est véritablement souverain. Plus de deux millions de Burkinabè ont été déplacés et ont dû migrer en Europe, où ils produisent une plus-value supérieure à la bien piètre manière dont ils sont traités. Ces migrations sont le produit direct de décennies de pillage organisé : l'or burkinabè a enrichi des multinationales occidentales qui rapatrient leurs dividendes sans contrepartie fiscale, vidant l'économie nationale de ses capacités d'investissement. Ce pillage systématique a fabriqué les conditions mêmes de l'émigration que l'Europe prétend aujourd'hui combattre. Le Burkina

Faso dénonce le système de la Françafrique par lequel la France a maintenu ses anciennes colonies sous tutelle depuis les indépendances formelles des années 1960. La CEDEAO a servi de bras armé de cette domination en imposant des sanctions écrasantes aux peuples du Sahel. C'est pourquoi le Burkina Faso, aux côtés du Mali et du Niger, a fondé l'Alliance des États du Sahel (AES), cadre panafricain fondé sur le respect mutuel et la défense collective des souverainetés, qui refuse tout partage de renseignement avec des puissances aux intérêts contraires à ceux des peuples du Sahel.

III. Position du Burkina Faso

Le Burkina Faso rejette sans appel toute conditionnalité politique imposée par l'UE comme préalable à la coopération. Il appartient au peuple burkinabè et à lui seul de déterminer les formes de son organisation politique. L'UE n'a ni la légitimité ni l'autorité morale pour dicter ses standards à des peuples qu'elle a colonisés et pillés pendant plus d'un siècle, et cette prétention sert systématiquement de prétexte pour suspendre des coopérations économiques vitales, punissant les populations pour les choix de leurs gouvernements. Notre pays réclame l'abolition du franc CFA et la mise en place d'une monnaie africaine autonome, adossée à l'or et libérée de toute tutelle extérieure, qu'il s'agisse de la Banque de France, du dollar américain ou de l'euro, instruments d'une domination monétaire que le Burkina Faso refuse dans son intégralité. Notre pays exige également le retour immédiat et inconditionnel du patrimoine culturel, des archives historiques et des œuvres d'art spoliés durant la colonisation : ces biens ne sont pas des « collections » européennes mais des preuves vivantes d'une civilisation millénaire dont on a voulu priver notre peuple. Leur restitution n'est pas négociable.

IV. Propositions du Burkina Faso

Dans le cadre de ces débats, le Burkina Faso soumettra les propositions suivantes : premièrement, le remplacement de tout mécanisme de coopération conditionné par des exigences de « bonne gouvernance » par des partenariats équitables, sans ingérence politique, négociés d'égal à égal. Deuxièmement, la reconnaissance officielle de l'AES comme interlocuteur régional légitime au même titre que la CEDEAO. Troisièmement, la création d'un fonds de réparation des préjudices coloniaux destiné à financer les infrastructures, l'éducation et la santé, s'appuyant sur la Déclaration de Durban de 2001 reconnaissant l'esclavage et la colonisation comme crimes contre l'humanité ainsi que les résolutions de l'ONU sur le droit au développement. Quatrièmement, que tout partenariat sécuritaire soit soumis à l'approbation souveraine des gouvernements concernés, sans présence militaire étrangère non sollicitée. Cinquièmement, la renégociation complète des Accords de Partenariat Économique (APE) qui inondent les marchés ouest-africains de produits européens subventionnés et condamnent les paysans burkinabè à la ruine. Cette

exigence concerne l'ensemble du continent africain, et notre pays appelle tous les États africains à refuser collectivement ces accords jusqu'à leur renégociation sur des bases équitables, en garantissant le droit souverain de protéger les filières nationales, coton, sésame, karité, élevage, par des tarifs douaniers protecteurs. Sixièmement, la nationalisation totale du secteur minier : les compagnies étrangères, notamment européennes et canadiennes, ont extrait des milliards du sous-sol burkinabè en ne laissant que pollution, déforestation et misère, et devront payer pour leurs vols et dégâts causés. Notre pays propose une compagnie minière d'État sahélienne dans le cadre de l'AES, ainsi qu'une fiscalité souveraine sur le rapatriement des dividendes de toutes les multinationales opérant sur notre territoire. Septièmement, sur la question migratoire, l'Europe doit assumer sa responsabilité historique dans la création de ces flux plutôt que prétendre les gérer. Notre pays propose un droit de mobilité africain garanti, permettant aux ressortissants de l'AES et de la CEDEAO de circuler et travailler librement en Europe en contrepartie symétrique de la liberté dont jouissent les capitaux européens sur le continent africain. Il ne peut y avoir de libre circulation des marchandises sans libre circulation des personnes. Toute autre position est de l'hypocrisie institutionnalisée. Huitièmement, la restitution immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des oeuvres d'art, archives et biens culturels pillés durant la colonisation, à commencer par le musée du quai Branly à Paris qui détient des dizaines de milliers d'objets arrachés au continent africain dont un nombre considérable provenant directement du Burkina Faso. Cette restitution doit être inscrite comme condition préalable à tout accord de coopération culturelle ou éducative avec l'UE, de même que la restitution des archives coloniales qui constituent la mémoire historique volée de notre peuple.

V. Conclusion

Le Burkina Faso est résolument contre l'idée d'une Europe paternaliste tant que l'Union européenne continuera d'agir comme vecteur des intérêts néo-coloniaux de ses membres les plus influents. Notre pays est prêt à envisager une coopération nouvelle, à la condition expresse qu'elle soit bâtie sur la reconnaissance des torts historiques, le respect absolu de la souveraineté africaine et le refus de toute forme de tutelle déguisée. La Transition burkinabè n'est pas un accident de parcours : elle est l'expression d'un peuple qui a dit non à la domination et qui entend bâtir son avenir selon ses propres termes. Le Burkina Faso ne mendie pas la coopération, il la propose, en partenaires égaux, ou la refuse souverainement.